

béraux ou tories, ou manufacturiers—qui sont les faiseurs d'argent, en Angleterre—déclarent la guerre, le Canada sera, comme je viens de le dire, partie à cette déclaration—que cette déclaration soit faite contre la Russie, la France, ou toute autre puissance souveraine. La Chambre ne voit-elle pas là un danger imminent pour nous? Si les destinées du Canada n'étaient pas liées aux intérêts de Downing Street, ou à ceux des fabricants anglais; si alors l'Angleterre déclarait, par exemple, la guerre à la Russie, ce dernier pays n'enverrait pas ici une flotte pour nous attaquer, parce que nous n'aurions aucune part à la querelle, et nous nous trouverions également à l'abri du danger dans le cas d'une déclaration de guerre par l'Angleterre contre tout autre pays. Du reste, le Canada serait-il attaqué par des puissances souveraines en dépit du fait que nous n'aurions aucune part à leurs querelles avec l'Angleterre, il y a, à côté de nous, une puissance qui dirait: "Oh! le Canada n'est aucunement mêlé à la querelle", et aucun soldat européen ne pourrait débarquer sur nos rivages, ou tirer un seul coup de fusil sur nous sans rencontrer devant lui les Etats-Unis qui le repousseraient sous l'empire de la doctrine Monroe. L'intervention de nos voisins nous protégerait. Mais tant que nous dépendons de Downing Street et des intérêts industriels anglais, les Etats-Unis n'auront rien autre chose à faire, dans le cas d'un conflit, disons, entre l'Angleterre et la Russie, que de permettre que le Canada soit attaqué par la Russie, le Japon, ou la Chine qui, probablement, dans un siècle d'ici, seront les plus puissantes nations de la terre. Les conditions dans lesquelles le Canada se trouve sont d'une nature qui n'est pas parfaitement comprise d'un chacun de nous; mais dont il nous faut tenir compte, aujourd'hui, comme dans l'avenir. De la nature de ces conditions se dégage ce fait brutal que le lien qui nous attache à Downing Street est pour le Canada un danger plutôt qu'une sauvegarde. En présence de ce fait, il n'est pas surprenant que j'éprouve une certaine hésitation, aujourd'hui, comme celle que j'éprouvais, l'année dernière, et que j'aie le courage de mes convictions en votant contre une contri-

L'hon. M. CLORAN.

bution en argent pour des fins de défense navale ou militaire. J'ai blâmé mon propre parti et le gouvernement dont j'étais l'un des partisans au sujet des dépenses du ministère de la Milice, qui étaient, selon moi, une extravagance et du gaspillage pour un jeune pays comme le nôtre, et je n'hésite aucunement à dire que, si les sept ou huit ou neuf millions de dollars dépensés annuellement en galons et boutons dorés ou bronzés étaient donnés à des écoles d'agriculture et à l'amélioration des chemins vicinaux, ce serait rendre au peuple canadien un bien plus grand service.

Je me souviens qu'en 1896, la dépense faite, cette année-là, pour la milice s'élevait à un million et demi de piastres. Aujourd'hui, les dépenses de ce département sont de sept, huit et neuf millions de piastres par exercice. Ce chiffre couvre les déboursés à faire pour salaires, pour approvisionnements et fournitures de toutes sortes; mais ne comprend pas les dépenses qu'exigent certains travaux permanents mentionnés dans les livres bleus du ministère des Travaux publics. Des millions et des millions de piastres sont dépensées pour notre milice, et cette dépense se fait virtuellement à l'insu du public. Mais un fait avéré, c'est que la milice nous coûte annuellement, aujourd'hui, sept, huit ou neuf millions de piastres, pour un noyau d'armée entièrement inutile au pays. Je reconnais qu'une milice est utile pour maintenir l'ordre sur nos frontières quand cet ordre est troublé. A cette fin, il nous faudrait une gendarmerie à cheval comme celle que nous avons dans le Nord-Ouest; mais nous donner une troupe d'hommes oisifs, qui ne sera jamais engagée dans une guerre, à moins qu'elle ne soit envoyée dans l'Afrique méridionale, est une erreur. A quoi sert de dépenser de l'argent pour créer une armée, quand on demande partout de l'aide pour notre agriculture, pour de bons chemins et d'autres besoins nationaux? Cette cause de dépenses inutiles demande un remède. Elle ne peut être supprimée entièrement, ni modifiée radicalement; mais le devoir du Parlement est de restreindre ces dépenses; de mettre fin aux extravagances de la nature de celles auxquelles je fais allusion. Je suis assez expérimenté pour savoir que vous ne pouvez supprimer entièrement en un